

Unité départementale du Loiret  
DREAL Centre-Val de Loire - UD 45  
5 avenue Buffon  
CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 20/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ORLEANAISE DES EAUX (Usine du Val)**

Rue des Montées Prolongées  
45100 Orléans

Références : 72/2026  
Code AIOT : 0010001735

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement ORLEANAISE DES EAUX (Usine du Val) implanté Rue des Montées Prolongées 45100 Orléans. L'inspection a été annoncée le 17/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'effectue dans le cadre de l'instruction du dossier de porter-à-connaissance et de la demande de dérogation déposés par la société ORLEANAISE DES EAUX, nouvellement AQUALIGE, en lien avec l'arrêt de l'emploi de chlore gazeux pour le traitement des eaux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORLEANAISE DES EAUX (Usine du Val)

- Rue des Montées Prolongées 45100 Orléans
- Code AIOT : 0010001735
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine de production d'eau potable du Val, exploitée par la société ORLÉANAISE DES EAUX, est régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 1994, complété par celui du 11 novembre 2006 et par le courrier préfectoral d'actualisation de classement du 10 août 2016. Elle est autorisée pour la rubrique 4710 (stockage de chlore).

Elle dispose d'une capacité de traitement de 1 660 m<sup>3</sup>/h (40 000 m<sup>3</sup>/j), des eaux provenant des forages du Val (Theuriet, Bouchet et Gouffre) ainsi que des forages de l'Oiselière (F3, F5 et F6) lorsque l'usine de la Source est à l'arrêt. En sortie de cette usine, l'eau traitée est stockée dans les réservoirs de la Chaude Tuile et de la Source.

Suite à des échanges avec Orléans Métropole, pour lequel il est délégataire de service public pour l'alimentation en eau potable, l'exploitant a modifié son l'installation de traitement en remplaçant le chlore par l'eau de javel.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Transfert de l'autorisation environnementale	Code de l'environnement du 15/01/2026, article R. 181-47	Demande d'action corrective	2 mois
3	Liste des équipements sous pression fixe	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande d'action corrective	2 mois
6	Modification du stockage de chlorure ferrique	Code de l'environnement du 15/01/2026, article L. 181-14 et R. 181-46	Demande d'action corrective	2 mois
7	BSD évacuation de déchets	Code de l'environnement du 15/01/2026, article R. 541-45	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Nouveau stockage d'eau de javel	Arrêté Préfectoral du 05/05/1994, article 2.2	Demande d'action corrective	2 mois
12	Ancrage nouvelles cuves de stockage de javel	Arrêté Préfectoral du 05/05/1994, article 2.2	Demande d'action corrective	2 mois
13	Cessation d'une cuve enterrée de fioul	AP Complémentaire du 15/11/2006, article 3.26	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
14	Conformité des installations électriques – suites VI	AP Complémentaire du 15/11/2006, article 2.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mise à disposition des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 35 et 31.5	Sans objet
4	Mesures de confinement du site	Arrêté Préfectoral du 05/05/1994, article 4.21	Sans objet
5	Modification des activités de stockage de chlore	Code de l'environnement du 15/01/2026, article L. 181-14 et R. 512-75-1	Sans objet
8	Nouveau local de stockage de chlore	AP Complémentaire du 15/11/2006, article 2.12 et 6	Sans objet
9	Gestion du stockage de chlore en cas d'inondation	AP Complémentaire du 15/11/2006, article 8 et 15	Sans objet
10	Quantité de chlore stockée sur le site	AP Complémentaire du 15/11/2006, article 2.2	Sans objet
15	Isolement du local de stockage de chlore – suites VI	Arrêté Préfectoral du 05/05/1994, article 4.21	Sans objet
16	Caractéristiques du local de stockage de chlore gazeux – suites VI	AP Complémentaire du 29/06/2016, article 2 et 3	Sans objet
17	Masque à gaz	AP Complémentaire du 15/11/2006,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	entretenu – suites de VI	article 2-11	
18	Vérification système de détection chlore – suites VI	Arrêté Préfectoral du 05/05/1994, article 4.18	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Transfert de l'autorisation environnementale

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/01/2026, article R. 181-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois. [...]
<b>Constats :</b>  La société AQUALIGE a repris l'exploitation de l'usine de Val depuis fin 2023 sans qu'aucune information n'ait été adressée à Madame la Préfète. <b>Constat :</b> la société AQUALIGE n'a pas adressé à Madame la Préfète la déclaration de transfert de l'autorisation environnementale, dont la société ORLEANAISE DES EAUX était précédemment bénéficiaire, dans les trois mois suivants ce transfert, accompagnés des éléments obligatoires mentionnés à l'article R. 181-47 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 2 : Mise à disposition des FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 35 et 31.5
---

<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Règlement REACH n°1907/2006 modifié
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.  Article 31.5 : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché
<b>Constats :</b>  Ce fait a fait l'objet d'une vérification par sondage par l'inspection des installations classées. Vu : fiche de données de sécurité pour l'Hypochlorite de sodium ; Vu : fiche de données de sécurité pour le Chlore (en bouteilles). Les fiches de données de sécurité sont mises à disposition du personnel et sont disponibles en français. Les fiches de données de sécurité précisent le fabricant, les mentions de danger et les dispositions relatives à une utilisation et un stockage en sécurité de ces deux substances. Absence d'écart constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Liste des équipements sous pression fixe**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des ESP en service
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis une liste présentant trois équipements de type ballon anti coup de bellier. Les groupes froids présents sur le site ne sont pas mentionnés. <b>Constat :</b> L'exploitant ne dispose pas d'une liste de suivi en service des équipements sous pression présentant l'ensemble des informations réglementaires requises par l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

**N° 4 : Mesures de confinement du site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/05/1994, article 4.21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Isolement du milieu naturel

**Prescription contrôlée :**

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels [...].

**Constats :**

L'exploitant confirme la présence d'un ballon obturateur sur la canalisation de sortie vers le réseau eaux pluviales communal.

Vu : boîtier de commande du ballon obturateur.

Lors de l'incident intervenu sur le site le 21/03/2025 (fuite de chlorure ferrique), l'exploitant a mis l'ensemble de l'établissement sur rétention en déclenchant le ballon obturateur, par prévention, pour éviter tout risque.

Le dispositif de confinement n'a pas été testé au cours de la visite.

Absence d'écart constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Modification des activités de stockage de chlore**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 15/01/2026, article L. 511-14 et R. 512-75-1

**Thème(s) :** Situation administrative, Evolution des activités de stockage de chlore

**Prescription contrôlée :**

Article R. 512-75-1

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. [...]

II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité. [...]

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

#### Article L. 181-14

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

#### **Constats :**

L'exploitant a déposé un premier dossier de porter-à-connaissance (PAC) le 10 novembre 2020 présentant son projet d'abandon de l'utilisation de chlore gazeux dans ses installations et le remplacement par de l'eau de javel (hypochlorite de sodium) au regard des non-conformités importantes liées aux conditions de stockage de cette substance. Cette modification nécessitant une phase de test, l'exploitant indiquait alors le calendrier prévisionnel suivant : début des travaux en mars 2021 pour une mise en service progressive du traitement à la javel entre juin et août 2021, et une perspective d'arrêt de stockage du chlore gazeux vers septembre 2021 si les tests de traitement à la javel s'avéraient concluants.

Par courrier préfectoral du 1er décembre 2020, Madame la Préfète du Loiret a répondu favorablement à cette demande de modification des conditions d'exploiter et a transmis une actualisation du classement ICPE de l'établissement tenant compte du stockage de chlore gazeux et de l'hypochlorite de sodium.

Par courrier en date du 10 mai 2022, la société ORLEANAISE DES EAUX a indiqué à Madame la Préfète que l'arrêt de l'usage de chlore gazeux pour la désinfection sur l'usine du Val était prévu au 30 novembre 2022 au plus tard. L'exploitant a transmis dans le même temps un dossier présentant les opérations de démantèlement dans le cadre de la cessation de son installation de traitement au chlore (notamment : démantèlement des deux tanks de chlore gazeux de capacité 1 tonne unitaire, et de l'unité de neutralisation à la soude associée au stockage). L'exploitant sollicitait alors le déclassement de son activité exercée au titre de la rubrique 4710 du régime de l'autorisation au régime de la déclaration au regard de la nécessité d'un stockage résiduel de chlore en bouteilles de 60 kg unitaire maximum, sans emploi sur le site, à destination des autres usines de la Métropole.

Le jour de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté :

- le démantèlement des deux tanks de stockage de chlore gazeux : retrait des tanks, suppression du stockage ;
- la présence dans le local dédié au stockage de chlore gazeux de bouteilles de chlore (5 bouteilles de 49kg et 3 bouteilles 30 kg) en rack de stockage ou accrochées le long du mur, soit un total inférieur à 500 kg (seuil de la déclaration pour la rubrique 4710) ;
- le démantèlement de la centrale de neutralisation à la soude ;
- la présence résiduelle du détecteur de chlore.



Ces éléments sont conformes aux dossiers déposés par l'exploitant s'agissant de la modification de son stockage de chlore. L'exploitant a informé Madame la Préfète des modifications projetées sur son site avant leurs réalisations.  
Absence d'écart constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Modification du stockage de chlorure ferrique**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 15/01/2026, article L. 181-14 et R. 181-46

**Thème(s) :** Situation administrative, Evolution des activités

**Prescription contrôlée :**

Article L. 181-14

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Article R. 181-46

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

**Constats :**

L'exploitant a prévu plusieurs modifications futures sur ses installations :

- modification du stockage de chlorure ferrique en extérieur avec une nouvelle aire de dépotage ;
- modification du stockage de soude.

**Ces modifications devront faire l'objet de dossier de demande de modification des conditions d'exploiter.**

Il est constaté le jour de la visite que la nouvelle cuve de chlorure ferrique a déjà été installée. Il s'agit d'une cuve double peau en PEHD, localisée dans une rétention maçonnée reliée à la rétention de javel. Les cuves de javel et chlorure ferrique sont donc voisines. Les deux produits sont chimiquement incompatibles mais chaque cuve est à double enveloppe avec détection de fuite. Le risque d'incompatibilité lié au stockage apparaît donc maîtrisé.

Un coffret dédié au dépotage de chlorure ferrique est installé. A noter que la cuve et les matériels associés ne sont pas encore mis en service.

**Constat : L'exploitant n'a pas déposé de dossier de demande de modifications des installations de stockage de chlorure ferrique, auprès de Madame la Préfète du Loiret avant toute réalisation.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : BSD évacuation de déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 15/01/2026, article R. 541-45

**Thème(s) :** Risques chroniques, Evacuation des déchets issus du démantèlement des installations

**Prescription contrôlée :**

Version en vigueur du 01 avril 2021 au 01 janvier 2022 - évacuation réalisée antérieurement au 1er janvier 2024 soumettant à l'émission de bordereau électronique.

Toute personne qui produit des déchets dangereux, des déchets POP ou des déchets radioactifs, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau qui accompagne les déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau. Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant trois ans pour les collecteurs et les transporteurs, pendant cinq ans dans les autres cas.

**Constats :**

Vu : bordereau de suivi de déchet dangereux via Trackdéchet pour l'évacuation de 1.38 tonnes de déchets de soude (06 02 04\*) émis le 01/10/2025.

Ce bordereau permet de confirmer que l'exploitant utilise à présent les bordereaux de suivi électroniques via Trackdéchets.

**Constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi de déchets associés à l'évacuation et à la gestion des déchets issus des opérations de démantèlement de ses installations de chlore et de neutralisation à la soude (matériels et solution**

de soude) intervenues depuis la cessation de ces activités.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Nouveau local de stockage de chlore**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/11/2006, article 2.12 et 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nouveau local de stockage de chlore
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 6 - Conformité aux dossiers</u>  L'établissement doit être disposé et aménagé conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.</p> <p><u>Article 2 - stockage de Chlore</u>  12) A l'intérieur du dépôt sera installée, en permanence, une cuve de capacité suffisante et contenant une solution alcaline permettant l'immersion d'un récipient présentant une fuite, en attendant son évacuation cette cuve sera surmontée d'un palan et d'un dispositif d'attache permettant de réaliser rapidement cette manœuvre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déposé un premier dossier de porter-à-connaissance (PAC) le 10 novembre 2020 présentant son projet d'abandon de l'utilisation de chlore gazeux dans ses installations et le remplacement par de l'eau de javel (hypochlorite de sodium) au regard des non-conformités importantes liées aux conditions de stockage de cette substance.</p> <p>Par courrier préfectoral du 1er décembre 2020, Madame la Préfète du Loiret a répondu favorablement à cette demande de modification des conditions d'exploiter et a transmis une actualisation du classement ICPE de l'établissement tenant compte du stockage de chlore gazeux et de l'hypochlorite de sodium.</p> <p>Par courrier en date du 10 mai 2022, la société ORLEANAISE DES EAUX a indiqué à Madame la Préfète que l'arrêt de l'usage de chlore gazeux pour la désinfection sur l'usine du Val était prévu au 30 novembre 2022 au plus tard. L'exploitant a transmis dans le même temps un dossier présentant les opérations de démantèlement dans le cadre de la cessation de son installation de traitement au chlore (notamment : démantèlement des deux tanks de chlore gazeux de capacité 1 tonne unitaire, et de l'unité de neutralisation à la soude associée au stockage). L'exploitant sollicitait alors le déclassement de son activité exercée au titre de la rubrique 4710 du régime de l'autorisation au régime de la déclaration au regard de la nécessité d'un stockage résiduel de chlore en bouteilles de 60 kg unitaire maximum, sans emploi sur le site, à destination des autres usines de la Métropole.</p> <p>Le dossier déposé le 10 mai 2022 portait également demande de modification des conditions d'exploiter en sollicitant le déplacement du stockage de chlore résiduel dans un nouveau local, de plain-pied, situé au nord du bâtiment de stockage actuel. A ce titre, l'exploitant sollicite une dérogation relative au degré coupe-feu du local, vis-à-vis des dispositions actuellement en vigueur dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>

Le jour de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté :

- le démantèlement des deux tanks de stockage de chlore gazeux : retrait des tanks, suppression du stockage ;
- la présence dans le local dédié au stockage de chlore gazeux de bouteilles de chlore (5 bouteilles de 49kg et 3 bouteilles 30 kg) en rack de stockage ou accrochées le long du mur, soit un total inférieur à 500 kg (seuil de la déclaration pour la rubrique 4710) ;
- le démantèlement de la centrale de neutralisation à la soude ;
- la présence résiduelle du détecteur de chlore ;
- le nouveau local projeté pour le stockage de chlore est inutilisé, non pourvu d'une détection.

Les évolutions de la quantité de Chlore stockée et des conditions de stockage de cette substance nécessitent de revoir les prescriptions applicables au stockage de chlore, aujourd'hui incluses dans l'autorisation environnementale du 15/11/2006 modifiée par l'arrêté du 29/06/2016 qui n'apparaissent plus adaptées. **Le nouveau stockage étant soumis au régime de la déclaration avec contrôle, l'inspection des installations classées invite l'exploitant à considérer la conformité de son nouveau stockage vis-a-vis des dispositions générales applicables aux installations de stockage de chlore relevant de la rubrique 4710 sous régime de la déclaration, de l'arrêté ministériel du 17/12/2008. Le cas échéant, les écarts à cette réglementation pourront être identifiés et l'exploitant devra proposer des mesures compensatoires dont l'acceptabilité sera étudiée par l'inspection des installations classées.**

Absence d'écart constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Gestion du stockage de chlore en cas d'inondation

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/11/2006, article 8 et 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion du stockage en cas d'inondation

**Prescription contrôlée :**

8) A l'intérieur du dépôt. les récipients seront placés verticalement, à l'abri des radiations solaires et de manière à être facilement inspectés ou déplacés.

15) Toutes dispositions seront prises pour éviter des chocs violents pouvant entraîner la rupture des robinets de bouteilles

**Constats :**

Le jour de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté :

- le démantèlement des deux tanks de stockage de chlore gazeux : retrait des tanks, suppression du stockage ;
- la présence dans le local dédié au stockage de chlore gazeux de bouteilles de chlore (5 bouteilles de 49kg et 3 bouteilles 30 kg) en rack de stockage ou accrochées le long du mur ;
- le nouveau local projeté pour le stockage de chlore est inutilisé ;
- la matérialisation d'un niveau associé à l'aléa inondation du secteur (contrôle de la hauteur non effectué).

<p>Le précédent local de produits chimiques comportant le stockage de chlore actuel en bouteilles est localisé en zone d'aléa fort du PPRI Val d'Orléans de 2015, avec une hauteur d'eau supérieure à 2,50 mètres pour une vitesse inférieure à 0,5 m/s. Le futur local de stockage sera localisé dans la même zone, directement au sol et soumis à l'aléa.</p> <p>Absence d'écart constaté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Quantité de chlore stockée sur le site**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/11/2006, article 2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Quantité de chlore stockée sur le site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité unitaire des récipients utilisés n'excédera pas 60kg. La quantité globale de chlore liquide emmagasiné n'excédera pas 500 kg</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le démantèlement des deux tanks de stockage de chlore gazeux : retrait des tanks, suppression du stockage ;</li> <li>- la présence dans le local dédié au stockage de chlore gazeux de bouteilles de chlore (5 bouteilles de 49kg et 3 bouteilles 30 kg) en rack de stockage ou accrochées le long du mur, soit un total inférieur à 500 kg (seuil de la déclaration pour la rubrique 4710).</li> </ul> <p>Absence d'écart constaté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Nouveau stockage d'eau de javel**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/1994, article 2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nouveau stockage d'eau de javel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2.2. Conformité aux plans et données techniques</p> <p>L'établissement doit être disposé et aménagé conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié par sondage le respect des dispositions prévues par le dossier de porter-à-connaissance déposé le 10 mai 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présence d'une cuve noire cylindrique en PEHD de 10 m3 à proximité des installations</li> </ul>

d'ultrafiltration, présentant une double enveloppe avec détection de fuite. La cuve est également installée dans une rétention bétonnée. Le chauffage s'effectue par cordon chauffant. La cuve est pourvue d'une réglette de niveau pourvue de détecteurs de niveau haut, bas et très bas pour la gestion des stocks, et d'un capteur de niveau en partie supérieure reliée à la supervision ;

- pompes doseuses d'injection en ligne (au niveau inférieur) placées sur rétention avec détection de niveau en rétention asservie au fonctionnement des pompes (non testé). L'exploitant indique que la technologie des pompes sera modifiée suite au retour d'expérience. Il est constaté que les tuyaux d'alimentation en javel ne sont pas placés sur rétention. En cas de fuite, la javel s'écoulerait donc dans le bâtiment et notamment dans le caniveau de collecte des eaux raccordées au réseau des eaux pluviales ;
- présence d'une cuve noire cylindrique en PEHD de 5 m3 à proximité des installations de refoulement, présentant une double enveloppe avec détection de fuite. La cuve est également installée dans une rétention bétonnée. Le chauffage s'effectue par cordon chauffant. La cuve est pourvue d'une réglette de niveau pourvue de détecteurs de niveau bas et très bas pour la gestion des stocks, et d'un capteur de niveau en partie supérieure reliée à la supervision ;
- pompes doseuses d'injection en ligne (dans le bâtiment) placées sur rétention avec détection de niveau en rétention asservie fonctionnement des pompes (non testé).

**Constat :** les tuyaux d'alimentation en javel associés aux pompes de la cuve 10 m3 ne sont pas placés sur rétention. En cas de fuite, la javel s'écoulerait donc et rejoindrait le réseau des eaux pluviales.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 12 : Ancrage nouvelles cuves de stockage de javel

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/05/1994, article 2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque inondation

**Prescription contrôlée :**

2.2. Conformité aux plans et données techniques

L'établissement doit être disposé et aménagé conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté

**Constats :**

Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié par sondage le respect des dispositions prévues par le dossier de porter-à-connaissance déposé le 10 mai 2022 :

- présence d'une cuve noire cylindrique en PEHD de 10 m3 à proximité des installations d'ultrafiltration, présentant une double enveloppe avec détection de fuite. La cuve est également installée dans une rétention bétonnée ;
- présence d'une cuve noire cylindrique en PEHD de 5 m3 à proximité des installations de refoulement, présentant une double enveloppe avec détection de fuite. La cuve est également installée dans une rétention bétonnée ;

Les cuves sont situées en zone inondable. L'exploitant a indiqué qu'en cas de risque de crue, les

produits chimiques sont pompés et évacués du site. Il est toutefois constaté que les cuves ne sont pas ancrées en sol, contrairement aux dispositions prévues dans le dossier de porter-à-connaissance de l'exploitant, tenant compte du risque d'aléa fort inondation sur ce secteur. Les cuves vidées sont d'autant plus soumises à un risque de soulèvement et déplacement dû à la poussée d'Archimède, en cas d'inondation.

**Constat :** les cuves ne sont pas ancrées au sol alors qu'elles sont soumises à un aléa fort inondation (hauteur d'eau 2.5 m)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 13 : Cessation d'une cuve enterrée de fioul**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/11/2006, article 3.26

**Thème(s) :** Risques accidentels, Cessation d'une cuve enterrée de fioul

**Prescription contrôlée :**

Lors d'une cessation d'activité de l'exploitation, les réservoirs doivent être dégazés et nettoyés avant d'être retirés ou à défaut neutralisés par un solide physique inerte.

Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une ré-épreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder vingt-quatre mois.

**Constats :**

Vu : emplacement de l'ancienne cuve de fioul enterrée et démantèlement de la chaudière associée (P = 350 kW).

L'exploitant indique que la cuve a été mise hors service en raison de sa proximité avec la clôture. Il précise avoir effectué les opérations de mises en sécurité nécessaires.

**Constat :** L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs de mise en sécurité de la cuve enterrée de fioul (certificat de dégazage et neutralisation de la cuve).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 14 : Conformité des installations électriques – suites VI**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/11/2006, article 2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conformité des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat NC1 émis lors de la visite d'inspection du 24/10/2018 :</u>  Les installations électriques n'ont pas été vérifiées dans leur ensemble et les installations vérifiées présentent des non-conformités pouvant entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>-----</p> <p>Vu : le compte-rendu Q18 émis par la société Bureau Veritas le 19/11/2025 suite à la vérification périodique des installations électriques du site le 17/11/2025. Le document conclut en la présence de risque d'incendie et d'explosion du fait des observations constatées.  L'annexe du document précise que le risque d'incendie et d'explosion est lié à un "danger signalé pour la 1ère fois". 7 observations sont portées au Q18.  L'exhaustivité de la vérification périodique des installations n'a pas été vérifiée. <b>L'exploitant devra transmettre le rapport de vérification complet de ses installations électriques pour justifier du respect de cette prescription.</b>  La non-conformité émise est maintenue et reprise ci-dessous :  <b>Constat : Les installations électriques n'ont pas été vérifiées dans leur ensemble et les installations vérifiées présentent des non-conformités pouvant entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 15 : Isolement du local de stockage de chlore – suites VI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/1994, article 4.21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement du local de stockage de chlore
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans tous les cas où un dispositif d'absorption du chlore est prévu, le dépôt devra être installé dans un bâtiment clos, [...] et dont les ouvertures seront munies d'un dispositif d'étanchéité</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat NC3 émis de la visite d'inspection du 24/10/2018 :</u>  Les ouvertures du dépôt de chlore ne sont pas étanches.</p> <p>-----</p> <p>En réponse à cet écart, l'exploitant a étudié la possibilité de ne plus recourir au chlore pour le traitement de l'eau sur le site. C'est dans ce contexte que l'exploitant a déposé son dossier de porter-à-connaissance pour l'emploi d'eau de javel sur le site.  Au cours de la visite d'inspection, il a été constaté le démantèlement du stockage de chlore gazeux et l'arrêt de l'utilisation du chlore gazeux pour le traitement de l'eau. En revanche, il a été constaté la mise en œuvre des deux stockages d'eau de javel pour le traitement de l'eau par pompe d'injection en ligne.</p>



<p>Il perdure un petit stockage de bouteilles de chlore sous régime de la déclaration avec contrôle. Ce chlore est stocké dans l'attente d'une utilisation sur d'autres sites de la Métropole mais n'est pas destiné à être mis en œuvre à l'usine du Val.</p> <p><b>A cet égard, la non-conformité peut être levée, la prescription apparaît à présent inadaptée à la nouvelle activité exercée sur le site.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Caractéristiques du local de stockage de chlore gazeux – suites VI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/06/2016, article 2 et 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Asservissement et caractéristiques CF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 2 [..] le système de détection de chlore est asservi à une alarme sonore et visuelle avec report à l'exploitant dont le fonctionnement aura été validé par un organisme dûment habilité. [...]</p> <p>Article 3 [...] Le bâtiment de stockage de chlore est muni d'un dispositif d'absorption fonctionnel. En cas de fuite de chlore, le système de détection devra faire fonctionner automatiquement une alarme ; le dispositif de lavage, comportant un système d'aspiration des gaz et une installation d'absorption, sera aussitôt mis en service automatiquement ou manuellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat D3 émis de la visite d'inspection du 24/10/2018 :</u> L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'étude de dimensionnement et les caractéristiques de fonctionnement, comprenant les asservissements de l'installation de détection de chlore et de neutralisation de chlore,</li> <li>- les caractéristiques de tenue au feu des portes du local de stockage de chlore qui seront installées lors des travaux de rénovation et devront être REI30,</li> </ul> </p> <p>-----</p> <p>En réponse à cet écart, l'exploitant a étudié la possibilité de ne plus recourir au chlore pour le traitement de l'eau sur le site. C'est dans ce contexte que l'exploitant a déposé son dossier de porter-à-connaissance pour l'emploi d'eau de javel sur le site.</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, il a été constaté :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- le démantèlement du stockage de chlore gazeux et l'arrêt de l'utilisation du chlore gazeux pour le traitement de l'eau ;</li> <li>- le démantèlement de l'unité de neutralisation à la soude, associée à ce stockage ;</li> <li>- la mise en œuvre des deux stockages d'eau de javel pour le traitement de l'eau par pompe d'injection en ligne.</li> <li>- la présence résiduelle d'une centrale de détection au chlore dans le bâtiment qui accueillait précédemment les tanks de chlore gazeux. L'exploitant a indiqué que cette centrale serait déplacée dans le local qui a vocation à accueillir prochainement les bouteilles de chlore.</li> </ul> <p>A noter qu'il perdure un petit stockage de bouteilles de chlore sous régime de la déclaration avec contrôle. Ce chlore est stocké dans l'attente d'une utilisation sur d'autres sites de la Métropole mais n'est pas destiné à être mis en œuvre à l'usine du Val.</p> <p><b>A cet égard, le constat précédemment relevé peut être levé, la prescription apparaît à présent</b></p> </p>

inadaptée à la nouvelle activité exercée sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Masque à gaz entretenu – suites de VI**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/11/2006, article 2-11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification du bon état
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>On disposera d'un nombre suffisant de masques à gaz [...] entretenus en bon état et placés en dehors du dépôt, de manière à pouvoir pénétrer dans celui-ci en cas d'accident</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat D4 émis de la visite d'inspection du 24/10/2018 :</u>  L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées la justification du respect des conditions d'entretien et d'utilisation décrites dans la notice d'instructions du fabricant.  <u>Suites accordées à l'exploitant suite à ce constat :</u> L'exploitant a répondu que l'inspection annuelle des EPI sur l'usine du Val a eu lieu le 13 octobre 2020. Le Compte rendu de l'organisme de contrôle n'a pas encore été communiqué à l'exploitant. Afin de répondre à cette demande, sur le site de l'usine du Val, la mise au rebus a été faite pour l'ensemble des appareils qui:  - ne sont plus dotés de notice d'instruction ;  - ne sont pas suivis par une notice d'entretien.  Chaque salarié se voit doter désormais de son propre appareil de protection avec cartouche neuve et notice constructeur et d'entretien. Nous ne conservons qu'un seul masque neuf dans l'armoire extérieure au bâtiment chlore avec notice constructeur et d'entretien.  <u>L'exploitant a complété sa réponse en date du 19/02/21 :</u> Les masques neufs avec leurs cartouches chlore ont été réceptionnés après le contrôle EPI du 13/10/2020. Tous les EPI non conformes ont été supprimés. Le compte-rendu du contrôle réglementaire 2021 permettra de solder cette demande.</p> <p>-----</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté 4 rapports de vérification périodique des masques à cartouches nominatifs. Le dernier contrôle a été effectué par la société ACTEMIUM le 21/05/2025. Les masques sont déclarés comme "conformes en accord avec les préconisations du constructeur".</p> <p><b>Le constat est levé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Vérification système de détection chlore – suites VI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/1994, article 4.18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capteur de détection chlore
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le dépôt sera entretenu en bon état. Un technicien compétent [...] effectuera aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an un contrôle détaillé qui portera en particulier sur</p>

l'installation électrique, les dispositifs de détection et d'absorption du chlore, [...]. Le compte rendu de ces contrôles sera porté sur un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

**Constats :**

Rappel du constat D7 émis de la visite d'inspection du 24/10/2018 :

L'exploitant doit transmettre à l'IIC des installations classées les justifications de l'origine de la non-réalisation du test des asservissements associés au capteur CTX300 lors du dernier contrôle mené par le prestataire ACTEMIUM en février 2020.

Suites accordées à l'exploitant suite à ce constat : L'exploitant indique le 25/11/2020 que cela serait un oubli du sous-traitant. Lors du prochain passage un point de vigilance sera porté sur ce sujet. La demande est faite au sous-traitant pour valider ce point précis.

L'exploitant a complété sa réponse en date du 15/04/21 en transmettant le certificat d'étalonnage. Toutefois, le certificat transmis faisait état d'un étalonnage conforme mais ne permettait pas de justifier des asservissements réalisés lors des tests (case « asservissements » non renseignée dans le document).

-----  
Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le dernier certificat d'étalonnage suite à la visite effectuée par la société ACTEMIUM le 22/05/2025. Le certificat conclue à une centrale de détection conforme. Le capteur est précisé ainsi que ses seuils d'alarmes (niveaux 1 et 2). Le rapport indique les asservissements suivants : sirène et ventilation.

Aucun test n'a été effectué le jour de la visite. La centrale de détection sera déplacée au regard de l'évolution des activités de stockage de chlore. **Un nouvel étalonnage avec tests des asservissements liés au nouveau local de stockage devra alors être effectué sur la centrale.**

**Le constat est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite